Engagement #5 : Soutien à la participation citoyenne par un accès accru à l'information en Afrique

Date de début et de fin de l'engagement
premier trimestre 2022 – décembre 2024
Agence / acteur d'exécution principal
Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères,
Agence Française de Développement

Description de l'engagement

Quel est le problème public que l'engagement réglera ?

Accès à l'information, redevabilité et transparence budgétaire, innovation et technologie au service de la participation citoyenne à l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques

Quel est l'engagement ?

Poursuivre le soutien technique et financier à la participation citoyenne en Afrique via la deuxième phase du Projet d'Appui au Gouvernement Ouvert dans les pays Francophones (PAGOF), pour accompagner la mise en œuvre de réformes de gouvernement ouvert dans cinq pays membres du PGO (Tunisie, Burkina Faso, Sénégal, Côte d'Ivoire et Maroc) et deux pays proches de l'adhésion au PGO (Bénin et Niger) et promouvoir les principes du gouvernement ouvert et le renforcement des capacités en Afrique francophone.

Comment l'engagement contribuera-t-il à résoudre le problème public ?

Depuis 2017, la France a accompagné trois pays d'Afrique francophone membres du PGO pour les appuyer dans la mise en œuvre de leurs engagements relatifs au Partenariat, à travers le projet PAGOF. Le succès de cette première phase, qui comprenait également un volet régional dédié à la promotion des principes du gouvernement ouvert en Afrique francophone, auprès des acteurs institutionnels et de la société civile, amène la France à poursuivre son action dans les pays partenaires pour accompagner la poursuite des efforts de réforme et d'ouverture démocratique. Quatre nouveaux pays seront également ciblés pour cette deuxième phase. L'objectif est de promouvoir la mise en œuvre des principes du gouvernement ouvert dans la région et consolider le réseau des « réformateurs » mis en place dans la première phase du projet PAGOF.

Pourquoi cet engagement est-il pertinent pour les valeurs de l'OGP ?

Cet engagement permettra la diffusion des principes du gouvernement ouvert en Afrique francophone dans le but de promouvoir une plus grande transparence dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques.

Cet engagement sera également dédié à favoriser la participation citoyenne dans les pays partenaires, par le biais d'actions de sensibilisation, le financement de projets

menés par des organisations de la société civile locale et/ou les médias et le soutien à la mise en place d'une structure participative pour l'élaboration et le suivi des plans d'actions nationaux dans les pays visés.

Le projet PAGOF s'efforcera également de soutenir les actions inscrites dans les plans d'action nationaux des pays partenaires dédiés à la lutte contre la corruption, l'accès à l'information, l'ouverture de l'espace civique, la redevabilité publique et l'Open Data.

Informations supplémentaires

L'AFD, en lien avec le MEAE, s'engage à contribuer au financement de la deuxième phase du projet PAGOF en 2021 à hauteur de 7 millions d'euros.

Jalons d'activités avec un livrable vérifiable

- Fin de la 1ère phase du PAGOF 1 1er semestre 2018 31/12/2021
- Lancement du PAGOF 2 : 1er trimestre 2022 31/12/2024

Informations de contact

Nom de la personne responsable de l'agence d'exécution

Elena Flanigan et Aurélie Bellon MEAE
Elena.flanigan@diplomatie.gouv.fr
aurelie.bellon@diplomatie.gouv.fr

Guilhem Arnal et Melissa Arslan AFD
arnalg@afd.fr
arslanm@afd.fr

Autres acteurs impliqués

Acteurs étatiques impliqués

- Expertise France
- Canal France International

OSC, secteur privé, multilatéraux, groupes de travail

- Démocratie Ouverte